

Plate-forme de la manifestation du 13 février 2010 à Rome organisée par *Facciamo Breccia*

C'est pour la cinquième année consécutive que le samedi 13 février 2010 nous descendrons dans la rue à Rome pour dénoncer l'intrusion du Vatican dans le champ politique italien. Le Vatican joue en effet un rôle majeur parmi les forces qui pèsent sur les dynamiques complexes du pouvoir actuel, sous-tendu par un système autoritaire et répressif.

Rappel : le 11 février 1929, les accords du Latran sanctionnaient la collusion entre Vatican et régime fasciste. Aujourd'hui, les droites brandissent le crucifix pour légitimer un ordre moral aligné sur l'intégrisme des hiérarques du Vatican. Ces droites s'appuient sur le Vatican pour édifier une identité nationale raciste, déclinée dans les termes d'une citoyenneté hétérosexiste et familialiste.

D'une part, il y a en Italie la droite dure qui criminalise les immigré.e.s, poussant à la « chasse à l'homme », représentant les migrants comme des rivaux dans l'accès aux ressources publiques, tandis que personne n'évoque la réalité d'un bien social démantelé, *welfare* inspiré d'ailleurs d'un idéal qui n'a plus cours. D'autre part, on voit l'Église catholique légitimer exclusivement une société fondée sur la famille et sur la division des rôles sexuels, dans laquelle un genre est subordonné à l'autre, et où les lesbiennes, les gays et les trans n'ont aucun droit de cité.

Sur un autre front, on trouve une droite modérée et une gauche réformatrice qui tentent de mettre en pratique l'intégration sélective des sujets minoritaires, en fonction de leur disponibilité à se prêter docilement à la légitimation d'un discours raciste, hétérosexiste et répressif. L'intégration ainsi préconisée ne concerne alors que les sujets ne remettant pas le pouvoir en question : c'est à ce prix qu'une petite place est accordée quand même aux gays, aux lesbiennes, aux trans ainsi qu'aux exposants d'autres diversités, pourvu que tous cautionnent un ordre raciste, sexiste et répressif.

Dans ce contexte, nous avons vu apparaître de « nouvelles » expressions qui, à l'intérieur même du mouvement lgbtq, en utilisent les mots d'ordre pour aboutir à un renversement de la réalité. Or la protection des personnes supposées faibles font exister leurs bourreaux. Et considérer ces « nouvelles » expressivités comme légitimes contribue à alimenter un énième virage à droite, à normaliser la présence des droites dures au sein du débat public.

Au-delà de ces conflits internes au pouvoir, force est de constater en Italie la présence écrasante et asphyxiante d'une morale catholique, d'un modèle politique proposant pour toute alternative de « renouveau » le moralisme et la judiciarisation. Et si ces derniers temps le Vatican paraît moins interventionniste, c'est tout simplement parce qu'il n'en a même plus besoin. En effet, il a déjà en mains dans ce pays le monopole de l'« éthique », englobant aussi bien le gouvernement que l'opposition parlementaire, lesquels comme d'habitude jouent à qui s'agenouillera le mieux devant l'autel de la légalité et rivalisent de bonnes intentions hypocrites.

Nous rejetons la tentative d'exproprier du champ social les mouvements lesbien, gay, trans et féministe, ainsi que des orientations aussi fondamentales que l'antifascisme. Car si l'on ne bouge pas, l'ambiguïté politique finira par faire de nos individualités les complices de cet ordre moral et étatique qui octroie une légitimité victimisante et minoritaire en échange de l'accoutumance à la répression.

Nous nous opposons à ce pouvoir qui, lorsqu'il ne domestique pas réprime et qui, à travers l'ordre moral du Vatican, installe des dispositifs de mise au pas et de contrôle social propres à nier tout type d'autodétermination : autodétermination sociale et économique des immigré.e.s, autodétermination des corps et des styles de vie chez les femmes, les gays, les lesbiennes et les trans, ainsi que tout parcours d'autogestion, toute voie de dissension et d'opposition.

Nous dénonçons le fait que lorsque le processus de domestication ne marche pas, ce sont les prisons qui s'ouvrent et les CIE (centres d'identification et d'expulsion) ; avec à la clé la répression, la peur, l'ennui, la solitude, l'intimidation et la criminalisation, aux fins de neutraliser tout élément de contestation non prévu et non gérable : migrants, mouvements, spontanés, étudiants, travailleurs, chômeurs – hommes et femmes.

Nous réaffirmons que l'antiracisme, l'antifascisme, l'antisexisme représentent des luttes nécessaires les unes aux autres, à mener en outre contre l'instrumentalisation des libertés des femmes et des lgbt, manœuvre renforçant et légitimant un modèle de société raciste.

Le 13 février, nous descendrons dans la rue à Rome pour affirmer nos choix d'autodétermination en pleine aggravation de la crise économique et en plein démantèlement de l'État social – en particulier à l'école et à l'université où est abandonné tant d'espace au privé et aux établissements confessionnels.

Nous réaffirmerons nos diversités et nos spécificités sociales, sexuelles et culturelles en totale opposition à l'identité nationale raciste et hétérosexiste que l'on veut nous imposer, et contre l'ordre moral du Vatican.

Le 13 février, nous descendrons dans la rue à Rome pour afficher notre volonté d'intervenir dans l'espace public afin que s'opère dans ce pays une transformation autant sociale que culturelle.

Coordination Facciamo Breccia